

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 21/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEALED AIR SAS

53 rue Saint Denis
BP 9
28230 Épernon

Références : VATn°20230437
Code AIOT : 0010000220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement SEALED AIR SAS implanté 53 Rue Saint-Denis 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEALED AIR SAS
- 53 Rue Saint-Denis 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication, à partir de granulés thermoplastiques et poudres plastifiées, d'emballages (sacs et films) alimentaires et de films de présentation. Il est réglementé par arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2018.

Concernant les PFAS, l'exploitant a indiqué qu'il va rechercher les différentes sources possibles de PFAS et voir avec les fournisseurs. Il prévoit également d'analyser les eaux pluviales susceptibles

d'être polluées (notamment par les billes de microplastiques qui pourraient s'être envolées).

Les eaux industrielles de procédés sont générées par :

- le refroidissement des installations (utilisation d'eau de forage),
- le refroidissement des films alimentaires produits (utilisation d'eau potable).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 28/11/2022 (sujets "eau") ;
- Suivi de l'échéancier de réalisation du plan de prévention des pollutions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Echéancier suite étude risque pollution eaux - NC3 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 23/09/2020, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Moyens d'intervention incendie	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	PAC Groupes froids	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 1.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Fréquence d'analyse des rejets d'eaux - NC1 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 9.2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Cessation d'activité	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 1.7.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions - NC2 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions - NC2 relevée le 30/09/2021
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au niveau des caniveaux objet de l'écart constaté lors de la visite précédente, l'inspecteur a constaté la propreté de ces caniveaux. Il y a des petites grilles qui permettent de récupérer les matières solides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Echéancier suite étude risque pollution eaux - NC3 relevée le 30/09/2021
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions des eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser : <ul style="list-style-type: none"> • dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté, un audit pour recenser l'ensemble des installations et activités de l'établissement susceptibles de générer une pollution accidentelle des réseaux extérieurs au site, et évaluer les mesures techniques et organisationnelles existantes pour prévenir la pollution accidentelle ou éviter qu'elle n'atteigne le milieu naturel ou des installations de traitement extérieures à l'établissement (stations d'épuration communales notamment). • dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté, une étude technico-économique pour définir les solutions, techniques et organisationnelles complémentaires à mettre en place, accompagnée d'un échéancier de réalisation. La remise de l'échéancier de réalisation n'excédera pas deux mois suivant la réalisation de l'étude. Cet échéancier est transmis, pour avis, à l'Inspection des installations classées. <p>L'exploitant met en place les mesures préconisées dans l'étude technico-économique selon l'échéancier transmis.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas respecté l'échéancier transmis pour la mise en place de certaines mesures visées par l'étude technico-économique définissant les solutions permettant d'éviter une pollution des eaux : <ul style="list-style-type: none"> - Les détecteurs de fuite sur les lignes de froid dans les bâtiments ont été installés, ainsi que les cuves de rétention, et les dispositifs de confinement, mais les asservissements ne sont pas opérationnels - Le bassin d'orage du bassin versant "des 4 filles" n'a pas été construit. Autres observations/demandes : <ul style="list-style-type: none"> -Le bassin d'orage de la rue Saint-Denis n'a pas été curé. -Le dispositif de confinement au niveau du point n°3 (Telestop) indique que l'obturateur est en cours de gonflage (LED orange allumée), alors que ce n'est pas le cas. -L'exploitant transmettra les pièces des ouvrages exécutés relatifs aux cuves de l'extension du bassin d'orage Rue Saint-Denis. -L'exploitant précisera si le dispositif de confinement d'une fuite des groupes froids en toiture du bâtiment Film Bas est pleinement opérationnel, transmettra une planche photographique de la cuve de rétention déportée des groupes froids (point d'entrée, cuve, point de sortie) et confirmera le nom de cette cuve. -L'exploitant transmettra le plan des canalisations des eaux usées de process dans le bâtiment R11 et une photographie de l'amont et de l'aval et du regard associé aux anciennes canalisations. -L'exploitant indiquera la destination de la surverse de la jonction de canalisation bouchée en amont du point 4b. -L'exploitant vérifiera la réalité sur le terrain des deux canalisations reliées au réseau d'eaux pluviales au niveau du point de rejet 4b, et procédera soit au bouchage de ces canalisations, soit à la mise à jour du plan des réseaux. -Les bornes de commande des obturateurs ne mentionnent pas le numéro du point de rejet qu'ils peuvent obstruer, (mais la référence SATUJO). Il serait plus lisible d'indiquer également le numéro du point de rejet sur ces bornes de commande. -L'exploitant procédera à la numérotation des points de rejets relativement à leur identification sur le plan, en remplacement ou en supplément des numéros existants.

-Point de rejet n°9 : Les deux bouches d'égout qui correspondent au réseau eaux pluviales pourraient être peintes en bleu comme sur les autres bouches du site. -Point de rejet n°2 : Un des regards (EU) est encombré de feuillages.
Observations : Voir documents en Annexes ("Suivi échéancier confinement" et "Constats SEALED AIR").
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Fréquence d'analyse des rejets d'eaux - NC1 relevée le 30/09/2021
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2023
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre : Eaux usées : Rejets N°1 et 2 pH, début, température : continu DCO, MeSt : Journalier sur prélèvement 24h Azote global, Phosphore total : hebdomadaire sur prélèvement 24h DBO5, zinc : Mensuel sur prélèvement 24h tensioactifs anioniques, cationiques et non ioniques : Annuel sur prélèvement 24h nonylphénols : trimestriel sur prélèvement 24h [...]
Constats : L'exploitant transmettra les résultats d'analyses des nonylphénols dans GIDAF.
Observations : NC1 : Fréquence d'analyse du rejet d'eau relevée le 30/09/2021 : a) "Non respect de la fréquence d'analyses journalière au point de rejet n°2 sur la période contrôlée (octobre 2022). b) Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de présenter les résultats de l'analyse des tensio-actifs cationiques déclarée envoyée en sous-traitance en juin 2022. c) Les résultats d'analyse de nonylphénols ne figurent pas dans la déclaration GIDAF."
Constat inspection le 05/07/2023 : a) Manquement dans le respect de la fréquence journalière des prélèvements (DCO, MESTt) : Vérifier que : "Afin de capter plus en amont ces dysfonctionnements une prise en main à distance et un dispositif d'alarmes a été demandé au fournisseur des installations. Le devis reçu en Novembre 2022 (présenté en PJ3 de ce courrier), doit être précisé par le fournisseur sur les modalités d'échanges d'information sur notre réseau informatique et les mécanismes d'alerte. La commande sera faite pour une installation avant Juillet 2023."=> ETAT d'AVANCEMENT de ce dossier ? L'inspecteur a consulté le rapport de maintenance trimestrielle du dispositif de prélèvement réalisée par la société FORAFRANCE (06/01/2023) qui indique notamment : "Le préleveur était en défaut, le débit étant parfois quasi nul dans le canal, le niveau d'effluent se trouve sous le niveau d'aspiration du préleveur. Par conséquent il n'y a pas d'aspiration pour le prélèvement" et "remise en service des 2 préleveurs". b)Le rapport transmis pour des analyses d'un échantillon prélevé le 30/06/2022 (laboratoire Analy Co) fait état des résultats suivant pour les tensio actifs : Tensio actifs anioniques : < 0,25 mgSABM/LTensioactifs cationiques : < 0,4 mg/LTensioactifs non ioniques : 6,8 mgNP10/LLes valeurs limites d'émission de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2018 sont respectées. Ce point est levé. c) La déclaration GIDAF a été invalidée par l'inspection le 27/06/2023.Le bordereau de résultat d'analyses du 12-13/09/2022 au point de rejet n°1 (Rue Saint-Denis) donne : 6598 Nonylphénol somme (1957+1958) : 0,13 µg/L1957 Nonylphénol : 0,13 µg/L 1958 4 Nonylphénol Ramifiés : 0,13 µg/L 5474 4-n-Nonylphenol : <0,1 µg/LLes valeurs limites d'émission de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2018 sont respectées (25 µg/l). En attente de la saisie dans GIDAF.Par ailleurs, l'inspecteur a constaté que les nonylphénols ont été déclarés dans GEREP, pour les émissions 2022 (0,006 935 kg).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'intervention incendie
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]
Constats : Un poteau incendie est en panne (au niveau du bâtiment "Converting Sac").
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Cessation d'activité
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 1.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fournit au Préfet, dans un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude visant à vérifier l'absence de contamination des sols et la réalisation d'investigations sous la dalle des salles de préparation de mélange et de distribution des encres au droit des zones présentant des traces visibles de souillures.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni les éléments relatifs à la cessation d'activité de cette installation (cuve de fioul).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PAC Groupes froids
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 1.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nouvelles installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis le dossier de porter à connaissance relatif aux nouveaux groupes froids à la Préfecture d'Eure et Loir. L'exploitant transmettra la procédure de gestion des rétentions des groupes froids et distribution, ainsi que de la ligne correspondante dans les bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Annexe : Suivi échéancier confinement-SEALED AIR-05072023

SEALED AIR : Suivi des constats de réalisation de Travaux - arrêté préfectoral complémentaire du 23 septembre 2020 - Date de mise à jour : 28/06/2023

En vert, les points de l'échéancier soldés constatés en inspection (2021, 2022 ou 2023).

Voir document "Constat SEALED AIR" pour les détails de la visite du 5/7/2023 et constats associés.

En orange : doutes sur la conformité/réalisation.

En rouge : écart/non réalisation.

Action	Echéancier r 26/03/21	Echéancier revu 04/08/21	Constat au 30/09/2021	Constat visite 28/11/2022	Constat visite 05/07/2023
1 - Obturateurs pneumatiques EU / EP	25/07/21	25/07/21	<p>Les travaux suivants ont été réalisés et constatés par l'inspecteur (désignation des points reprises du plan "affectation des réseaux EU / EP - Configuration future de l'installation", janvier 2021) :</p> <p><u>Côté Rue Saint-Denis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - point n°1 (EU) : fourreau passé. - points 3 (EP) : dispositif Telestop existant. - point n°3b (EP) : l'exutoire sera condamné. - point n°5 (EP) : non vu en inspection (eaux pluviales du parking route de Gallardon) : déshuileur existant. <p><u>Côté Quatre Filles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - points EP 4 (EP) : pas de fourreau visible. Une zone de travaux est visible. Un obturateur est prévu sur le plan prévisionnel. - point n°4b (EP) : l'exutoire sera condamné. <p><u>Côté Ruisseau d'Houdreville :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - point EP n°6 : non vu en inspection. Un obturateur est prévu sur le plan prévisionnel. - point EP n°7 : l'exutoire sera condamné. - point EP n°8 : fourreau passé. - point EP n°9 : fourreau passé. - point EU n°2 : fourreau passé. <p>Il reste à installer les dispositifs d'oburation (type Telestop) dont les commandes seront reliées au poste de garde.</p> <p>Il y a également deux autres Telestop (déjà existants) au niveau du bassin de rétention et de la zone déchets.</p> <p>Lorsque les équipements auront été installés, leur mise en œuvre aura lieu au poste de garde (alors qu'actuellement il faut se rendre sur place), par zone "bassin versant".</p>	<p>Constat réalisé par l'inspectrice :</p> <p>- obturateur posé EU1.</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>- Renommé EP SE6 : obturateur posé.</p> <p>- Absence de sortie</p> <p>-----</p> <p>- Obturateur posé EP9.</p> <p>- obturateur posé EU2</p> <p>-----</p> <p>EP S5 terrain sud C5 proche du ruisseau d'Houdreville.</p> <p>-----</p>	<p>Constat réalisé par l'inspecteur :</p> <p>/</p> <p>- Vu + cuves enterrées supplémentaires (§1)</p> <p>- Exutoire condamné : Vu sur plan et sur site (§1)</p> <p>/</p> <p>-----</p> <p>- Obturateur vu sur site et plan (§8).</p> <p>-----</p> <p>-Vu sur site et plan. Doute de 2 tracés sur plan (§8).</p> <p>-----</p> <p>- Obturateur marqué sur le plan vu en séance.</p> <p>- Condamné, vu sur le plan pointillé et mention "bouché".</p> <p>- Obturateur Vu sur site et plan (§9)</p> <p>- Obturateur vu sur site et plan.</p> <p>- Obturateur vu sur site et plan.</p> <p>-----</p> <p>Fait EU et EP (§9)</p> <p>A confirmer lors d'une prochaine visite.</p> <p>-----</p> <p>Vu sur site (§2).</p>
2 - Rétentions sur groupes froid	20/06/21	20/06/21	<p>L'inspecteur a constaté la mise en place de rétentions sur les groupes froids suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "atelier Barrier" (maçonnerie faite), - "converting sac" (maçonnerie faite). <p>La mise en place des rétentions sur l'atelier "Film bas" qui consiste en des bacs inox en toiture sera réalisée selon l'exploitant en semaine 43 et 44.</p>	<p>/</p> <p>/</p>	<p>A voir sur nouveaux groupes froids (§5)</p> <p>Vu sur site. Des questions subsistent (§3).</p>

Action	Echéancier 26/03/21	Echéancier revu 04/08/21	Constat au 30/09/2021	Constat visite 28/11/2022	Constat visite 05/07/2023
3 - Rétentions intermédiaires EUI avant collecteur principal	05/12/21	30/06/22 (retard études)	Il s'agit de la mise en place de cuves. La production doit être arrêtée pour ce faire. L'exploitant dispose du coût des travaux et chiffrage et le génie civil associé.	/	Dispositifs mis en place. (§7)
4 - Détecteurs précoces - Niveau haut EG sur lignes process	09/01/22	09/01/22 (inchangé malgré retard études)	L'exploitant a indiqué que cette solution technique avait évolué par rapport à l'étude technico-économique qui prévoyait des détecteurs de glycol en ligne. Or cette solution n'est adaptée que dans les réseaux propres, alors que le but recherché ici est de détecter l'absence ou la présence, résultat qui pourra être faussé de par la présence de glycol dans les eaux de process (analyse fournie par le bureau d'études TAUW). La solution retenue à la place est donc un détecteur de niveau haut. L'alerte générée clôturera les rétentions intermédiaires. L'exploitant dispose du coût du chiffrage de ces travaux.	/	Les détecteurs de fuite sur les lignes de froid dans les bâtiments ont été installés (§7) mais les asservissements ne sont pas opérationnels. - De plus, vérifier que es nouveaux groupes froid n'impliquent pas de nouvelles lignes de froid dans les bâtiments (§5).
5 - Création d'un nouveau bassin d'orage - bassin versant 4 filles	01/05/22	01/05/22 (inchangé malgré retard études)	Etudes finalisées, l'exploitant est en cours d'analyses.		Non réalisé (§8).
6 - Séparateurs hydrocarbures / débourbeurs collecteurs 8 & 9	26/09/21	31/12/2021 (retard études)	Equipements commandés. L'action sera réalisée dans les délais, selon l'exploitant.		Point non vérifié en inspection.
7 - Redimensionnement du bassin d'orage existant Saint-Denis	01/06/22	01/06/22 (inchangé malgré retard études)	Etudes faites. Chiffrage faits. Construction budgétaire en cours. Cette extension prendra sur les parkings en entrée de site (à gauche en entrant). L'exploitant fait remarquer que ce type d'opération est soumis aux conditions climatiques.	/	Volume supplémentaire créé (§1)/.

Action	Echéancier r 26/03/21	Echéancier revu 04/08/21	Constat au 30/09/2021	Constat visite 28/11/2022	Constat visite 05/07/2023
8 Condamnatio n de 3 points rejets EP	15/08/22	15/08/22 (inchangé malgré retard études)	L'exploitant indique qu'il s'agit de gros travaux de génie civil. Les / devis sont en cours.		7 et 3b: fait. Doute sur 4b.

Annexe : Constats SEALED AIR 05/07/2023

Constats opérés lors de la visite du 5 juillet 2023 - SEALED AIR EPERNON.

1°) Côté Rue Saint-Denis :

*** Point 3 :**

Les eaux pluviales transitent par des cuves enterrées nouvellement installées (volume total de 550 m³) puis dans le bassin d'orage qui est obturable, puis se rejettent via le point EP3. Quand le bassin d'orage est obturé, il se remplit puis par surverse, les cuves se remplissent. L'exploitant a montré à l'inspecteur les bouches d'égout correspondant à chacune des cuves, deux bouches sont grillagées ce qui permet de voir qu'une échelle y descend :



Regards correspondant aux cuves enterrées

Les cuves et canalisations associées figurent sur le plan montré en salle.

L'inspecteur a constaté la présence du bassin d'orage. Ce bassin n'a pas été curé depuis un certain temps, de l'herbe et de la végétation y poussent.

Le bassin d'orage de la rue Saint-Denis n'a pas été curé.



Bassin d'orage du bassin versant "Rue Saint-Denis"

L'inspecteur a constaté la présence de l'obturateur du point n°3, accessible depuis la rue (ainsi que le bassin) par un portillon fermé à clé disponible au poste de garde.

Le dispositif de confinement au niveau du point n°3 (Telestop) indique que l'obturateur est en cours de gonflage (LED orange allumée), alors que ce n'est pas le cas.



Dispositif d'obturation au point de rejet n°3.

L'exploitant a montré le Dossier d'ouvrage exécuté de la société Vincent, en date du 26/10/2022, pour la mise en place des pompes de relevages liées à ce bassin (bon d'intervention 5/11/2022). Le DOE global comporte les éléments de plusieurs corps de métiers, sans dossier intégré.

L'exploitant transmettra les pièces des ouvrages exécutés relatifs aux cuves de l'extension du bassin d'orage Rue Saint-Denis.

*** Point 3b**

Ce point de rejet des eaux pluviales existe toujours, car il collecte (désormais) uniquement les eaux pluviales du bâtiment administratif à l'entrée du site.

En effet, les eaux pluviales qui y transitaient sont désormais redirigées vers le bassin côté rue St Denis : la canalisation qui se dirigeait vers le point 3b a été bouchée au niveau du regard.

L'inspecteur a pu le constater car suite à l'orage de la veille, le regard contenait de l'eau (et la canalisation vers le bassin étant plus élevée).

Au jour de la visite, une pompe de relevage a été installée pour vidanger ce regard (vers le bassin rue St Denis).

Le plan consulté en salle indique que cette canalisation est bouchée à ce niveau.



Regard en cours de vidange.

2°) Poste de Garde

L'exploitant a présenté à l'inspection les panneaux de contrôle des différents obturateurs présents sur site (déclenchement par réseau téléphonique à distance, il y a des cartes SIM dans les Téléstop).

Il y a deux panneaux :

- un panneau concernant les deux obturateurs des réseaux d'eaux usées de process (2 actionneurs),
- un panneau concernant 5 obturateurs des eaux pluviales.

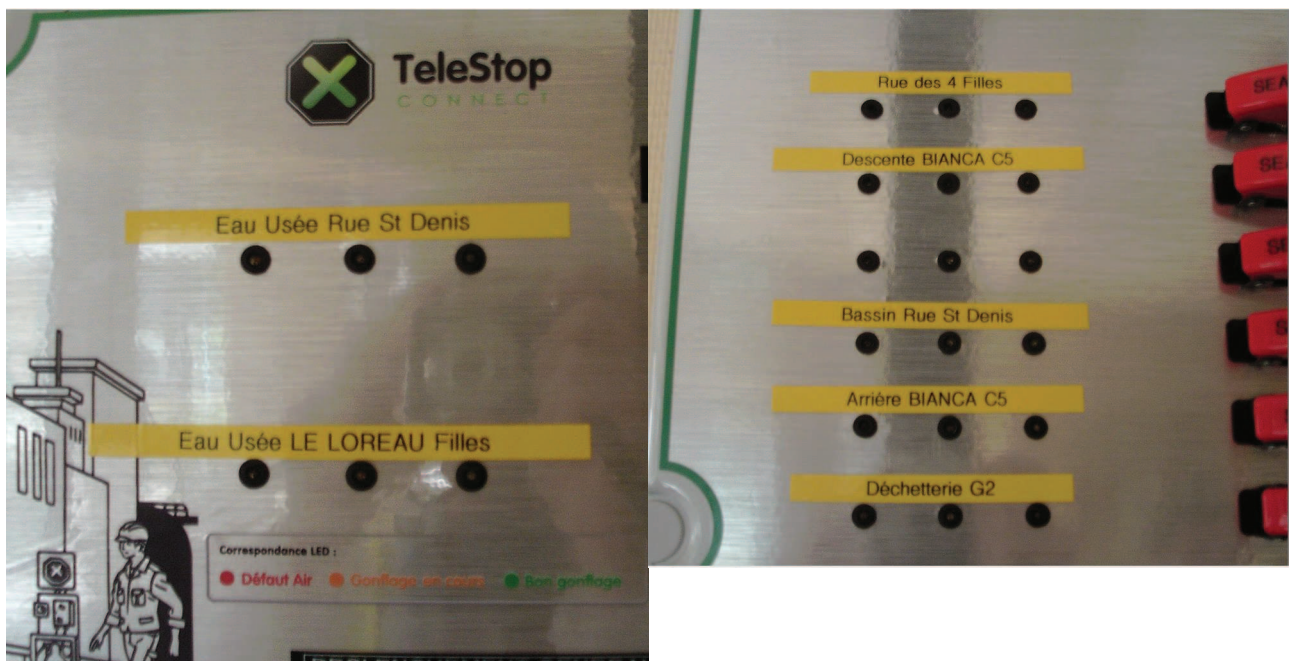
Les interrupteurs sont protégés d'un déclenchement non souhaité, et pour chaque obturateur, 3 LED permettent d'afficher l'état de ceux-ci, la légende est affichée sur chaque boîtier :

- rouge : défaut air,
- orange : gonflage en cours,
- vert : bon gonflage.

Pour chaque panneau, il y a un interrupteur général actionnable à l'aide d'une clé disponible dans un boîtier à proximité immédiate des deux panneaux de contrôle.



Les deux panneaux relatifs aux téléstop



Panneau relatif à l'obturation des eaux usées de process

Panneau relatif à l'obturation des eaux pluviales

L'exploitant a présenté les deux procédures :

- de déclenchement d'un obturateur du réseau d'eaux pluviales,
- de déclenchement d'un obturateur du réseau d'eau usées.

Sur chaque procédure se trouvent les plans d'emplacement des obturateurs.

Après chaque déclenchement d'obturateur, un agent doit aller vérifier que le ballon qui se gonfle dans la canalisation, est bien gonflé.

L'exploitant a indiqué qu'en période nominale, c'est le gardien qui déclenche l'obturateur (il est présent 24/h24 et le week-end), et durant certaines périodes, il y a en sus un agent qui réalise des tours de garde.

3°) Toit de l'atelier Film bas

Sur le toit de l'atelier "film bas", l'inspecteur a constaté la présence :

- d'un bac de rétention sous chacun des 3 groupes froids,
- des 3 canalisations issues de chacune des 3 rétentions,
- de la jonction de ces 3 canalisations vers une canalisation aérienne qui se divise en deux : une partie va vers le réseau d'eaux pluviales et une autre va vers une cuve de rétention (RET4 ?). Sur chacune des deux branches se trouve une électrovanne : en temps normal, l'électrovanne sur le rejet d'eaux pluviales est ouverte et l'électrovanne vers la cuve de rétention est fermée, et en cas de détection de fuite, l'électrovanne sur le rejet d'eaux pluviales se ferme et l'électrovanne vers la cuve de rétention s'ouvre.
- du dispositif de détection de fuite de glycol sur les compresseurs.

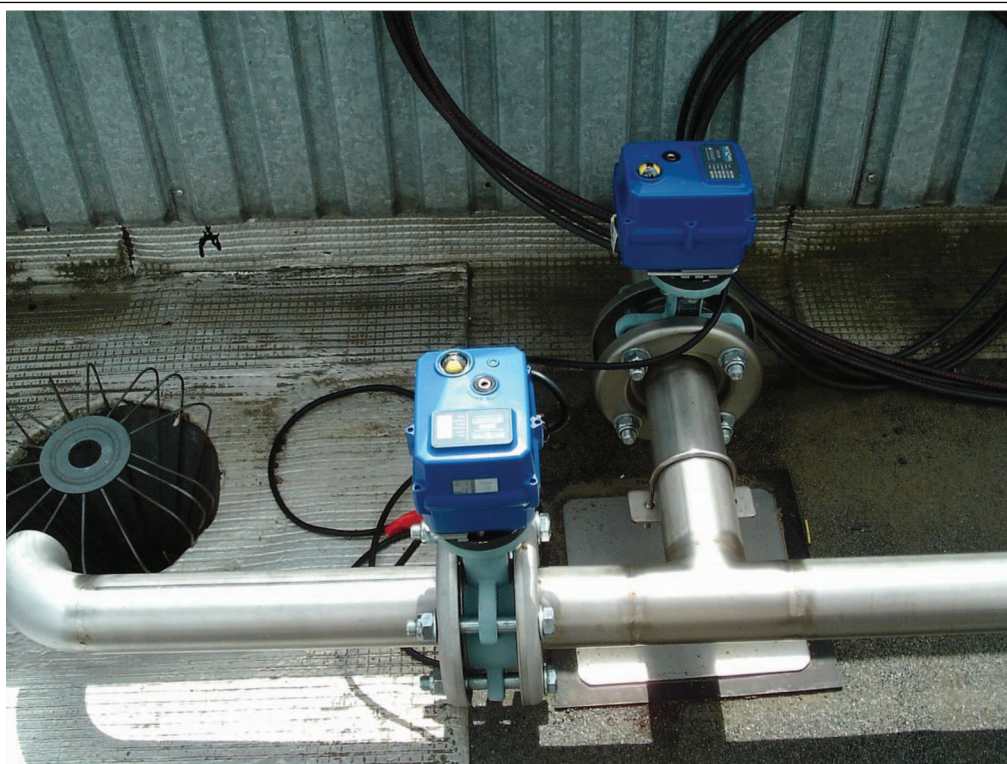
La nécessité d'une rétention déportée est due à l'impossibilité de contenir en toiture une quantité de glycol de 10m3 environ, selon l'exploitant.

L'inspecteur n'a pas fait le constat de la présence de la cuve de rétention en contrebas du point de rejet.

L'exploitant précisera si le dispositif de confinement d'une fuite des groupes froids en toiture du bâtiment Film Bas est pleinement opérationnel, transmettra une planche photographique de la cuve de rétention déportée des groupes froids (point d'entrée, cuve, point de sortie) et confirmera le nom de cette cuve.



Bacs de rétention sous les compresseurs et canalisations



By pass (rejet vers la canalisation d'eaux pluviales à gauche, rejet vers la cuve de rétention à droite).



Dispositif de détection de fuite de glycol.

4°) Bassin d'Houdreville

L'inspecteur a constaté que le bassin d'Houdreville contient des flaques d'eau, il y a eu un fort orage la veille.



5°) Nouveau Groupe Froid ligne X09

L'inspecteur a constaté la mise en place d'un nouveau bloc de deux groupes froids, cette ligne s'appellera "X09", ainsi que l'unité de distribution des fluides, de l'autre côté de la voie.

Ces éléments (groupes froids et unité de distribution, de l'autre côté de la voie) sont sur rétention maçonnée.

Selon l'exploitant, les puisards de ces rétentions sont vidangés par activation manuelle d'une pompe de relevage et après vérification par un opérateur de l'absence de glycol (les agents disposent de kits de détection).

L'exploitant n'a pas transmis le dossier de porter à connaissance relatif aux nouveaux groupes froids à la Préfecture d'Eure et Loir.

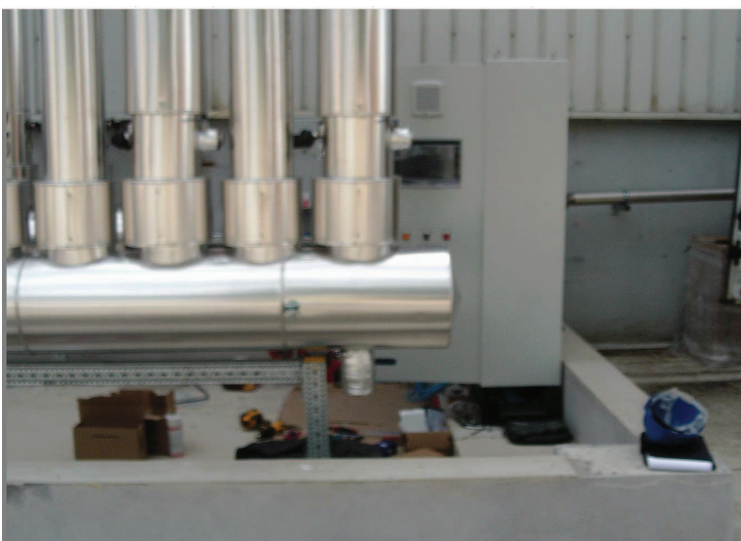
L'exploitant transmettra la procédure de gestion des rétentions des groupes froids et distribution, ainsi que de la ligne correspondante dans les bâtiments.



Vue d'ensemble des nouveaux compresseurs.



Vue détaillée de la rétention du bloc "nouveaux compresseurs".



Vue du bloc "distribution"

6°) Poteau incendie

Un poteau incendie est en panne (au niveau du bâtiment "Converting Sac"). L'exploitant a indiqué avoir passé commande auprès de Véolia pour réparer ce poteau.

Un poteau incendie est en panne (au niveau du bâtiment "Converting Sac").

7°) Dispositifs d'isolement des bâtiments en cas de fuite de glycol

Le principe d'isolement des eaux usées potentiellement polluées par une fuite de glycol est le suivant :

- détection d'une fuite par la mise en place d'un détecteur gravitaire en toiture,
- fermeture des électrovannes mises en place pour rediriger les eaux usées de process vers les cuves de rétentions (ATS) déportées mises en place. En effet, ces eaux usées sont essentiellement des eaux de lavage qui transitent dans les bâtiments via des caniveaux ouverts, de ce fait, si une fuite de glycol se produit dans un bâtiment, ces eaux de process vont être polluées par le glycol. L'idée est de confiner ces eaux polluées au plus près de la source de pollution.

Au jour de l'inspection, tous les équipements sont en place mais l'asservissement ne fonctionne pas car l'exploitant est en attente depuis plus d'un an de capteurs nécessaires à cet installation. Le prestataire "CPE" lui a signalé la difficulté d'approvisionnement de ces capteurs (Rockwell), avec un délai de 53 semaines (depuis la première commande de l'an dernier).

Engagements financiers : les commandes ont été envoyées par exploitant en avril 2023. La réception était prévue en mai 2023, reportée en juillet 2023.

Quand le dispositif sera pleinement opérationnel, il sera possible d'isoler manuellement chaque atelier.

Les détecteurs de fuite sur les lignes de froid dans les bâtiments ont été installés, ainsi que les cuves de rétention, et les dispositifs de confinement, mais les asservissements ne sont pas opérationnels.

L'exploitant a montré sur le plan, que sur chaque atelier il y a une cuve tampon d'environ 10 m³ alimenté par un by-pass (obturateur et électrovanne), il y a 6 cuves sur le site.

a) Ligne L10-11

La rétention des eaux usées de procédé de cette ligne est assurée par la cuve "RET 6". Il s'agit d'une cuve aérienne de 12 m³.

La cuve est identifiée avec son nom "RET6". Par cette cuve circulent les eaux usées de process. La canalisation transite par un rack dans le bâtiment R11, le traverse et ressort en haut du bâtiment pour entrer dans la cuve "RET 6". Les eaux usées ressortent par une canalisation en point bas de la cuve, et à ce niveau se trouve une électrovanne dont la fermeture sera, à terme, asservie à la détection d'une fuite sur le circuit L10-L11.

L'inspecteur a constaté l'ancienne sortie des eaux usées qui transite par le bâtiment R11, et la création de la nouvelle canalisation enterrée (regard rouge).

L'inspecteur n'a pas vérifié le cheminement de la canalisation de ces eaux usées à l'intérieur du bâtiment R11.



Cheminement des eaux usées de process dans le bâtiment R11 (flèche rouge), la cuve R6 est marquée en vert.



Entrée des eaux usées de process dans la cuve RET6



Sortie des eaux usées de process (rouge) de la cuve RET6 et électrovanne de fermeture de la cuve (boîtier bleu)



Sortie de la cuve RET6 vers la canalisation des eaux de process (le regard peint en rouge indique qu'il s'agit d'une canalisation d'évacuation des eaux de process).



Anciennes conduites d'évacuation des eaux de process transitant dans le bâtiment R11.

L'exploitant transmettra le plan des canalisations des eaux usées de process dans le bâtiment R11 et une photographie de l'amont et de l'aval et du regard associé aux anciennes

canalisations.

b) Eaux usées de procédés du bâtiment Extrusion-Barrier

Les rétentions associées à ce bâtiment (eaux usées de procédés) sont les suivantes :

- cuve RET 5 - enterrée
- cuve RET 3 - aérienne

* La cuve RET 5 est une cuve enterrée qui reprend une partie des eaux usées du bâtiment Extrusion Barrier.

La canalisation de ces eaux usées longe le bâtiment Extrusion Barrier, et une déviation a été créée avec obturateur à l'interception :

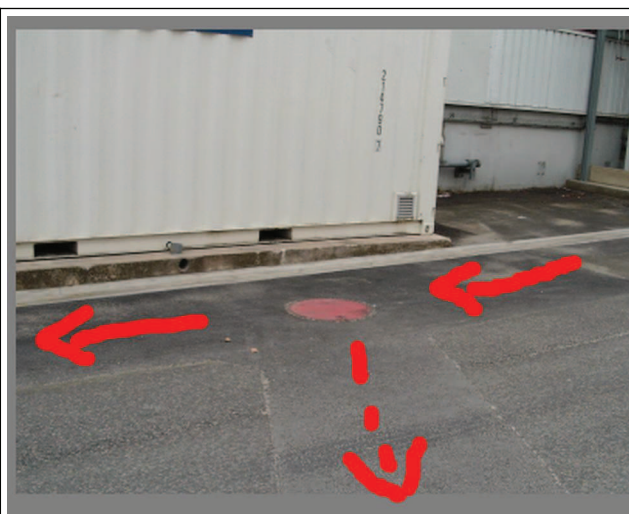
- en situation nominale, l'obturateur est ouvert et les eaux usées de procédés sont dirigées vers le réseau communal,
- en cas de détection de fuite, l'obturateur se ferme et les eaux usées sont dirigées vers cette cuve enterrée.

La borne du Telestop (OBT 5) est situé au niveau de la cuve enterrée, mais le ballon gonflable est situé dans le regard.




Le dispositif de détection est situé, quant à lui, en toiture.



Bâtiment Extrusion Barrier - circulation des eaux de procédés.



Circulation des eaux usées de procédés :
- situation nominale : trait plein
- situation en cas de fuite : trait pointillé
La couleur rouge de la plaque d'égout indique qu'il s'agit d'eaux usées de procédés.
Il y a un ballon obturateur sous la plaque.

	
<p>Canalisation des eaux usées vers la cuve (continuité de l'image précédente). La cuve est symbolisée en vert.</p>	<p>Zoom sur le boîtier du Téléstop.</p>
	
<p>Capteur de détection de fuite de glycol.</p>	

* RET 3

La rétention RET3 est reliée aux eaux usées du bâtiment Extrusion Barrier,
La rétention RET2 est reliée à une partie des eaux usées du bâtiment Extrusion Film Eau.

Les deux sorties de ces cuves disposent d'une électrovanne, leur points de rejets fusionnent ensuite pour aller en souterrain vers le point de rejet eaux usées industrielles de la rue St Denis.

	
<p>Cuves RET2 à gauche et RET 3 à droite. L'électrovanne de fermeture des cuves est en bas de chaque cuve.</p>	<p>Canalisation commune des eaux usées de procédés (Extrusion barrier et Extrusion Film Eau).</p>

c) Eaux usées de procédés du bâtiment Extrusion Film Eau.

Les rétentions associées à ce bâtiment (eaux usées de procédés) sont les suivantes :

- cuve RET 1 - aérienne
- cuve RET 2 - aérienne

*** RET 1**

Cette cuve est située sur le cheminement des eaux usées industrielles de l'atelier Extrusion film Eau. Le détecteur n'a pas été vu par l'inspecteur. Il fermera les vannes de clôtures des cuves RET1 et RET2.



Détail entrée eaux usées de procédés dans la cuve RET1



Cuve RET1.

* RET 2 : voir descriptif ci-dessus.

8°) Côté Rue des 4 filles

Au point de rejet 4 (eaux pluviales), il y a un obturateur, il figure aussi sur le plan montré par l'exploitant en séance.



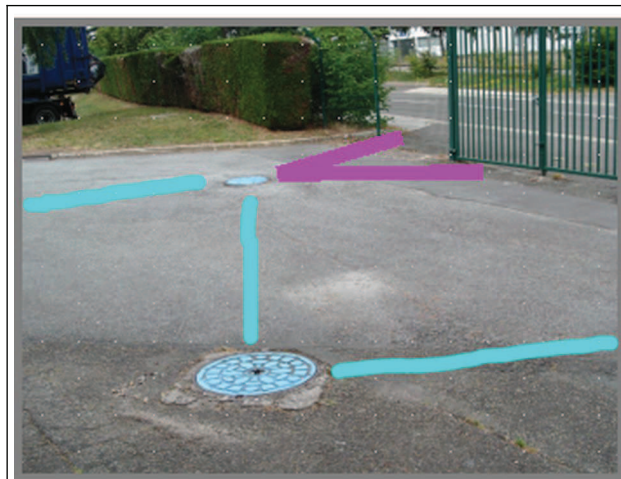
Télestop du point 4

Le point 4b est est bouché (c'est ce qui était prévu), en effet la canalisation va vers un avaloir qui est en cul de sac et la canalisation se déverse vers le bassin. C'est noté sur le plan mais un peu en

amont.

L'exploitant indiquera la destination de la surverse de la jonction de canalisation bouchée en amont du point 4b.

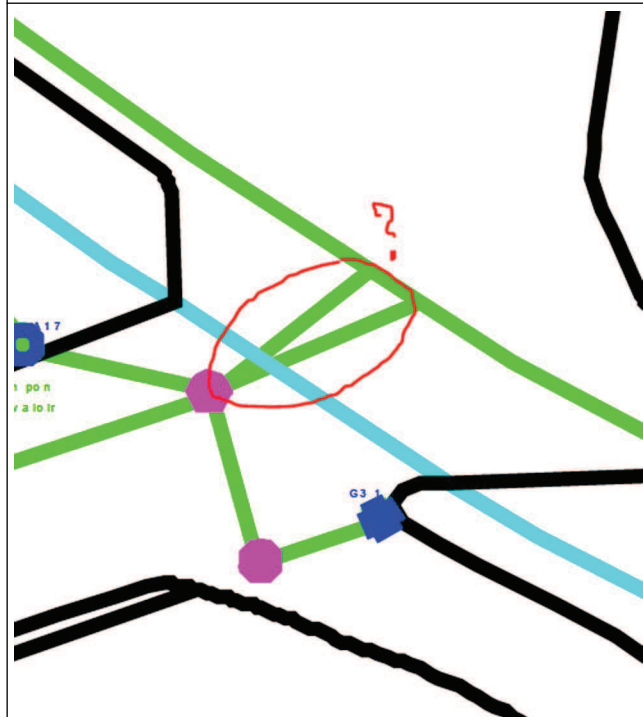
L'exploitant vérifiera la réalité sur le terrain des deux canalisations reliées au réseau d'eaux pluviales au niveau du point de rejet 4b, et procédera soit au bouchage de ces canalisations, soit à la mise à jour du plan des réseaux.



Tracé de la canalisation. La partie gauche va vers en surverse vers un exutoire à préciser. La partie en mauve correspond à un tracé sur le plan, exutoire à préciser.



Avaloir du point 4b (canalisation condamnée en aval).



Tracé sur le plan qui semblent correspondre à un rejet vers le réseau d'eaux pluviales.

Le chantier du bassin d'orage prévu initialement pour ce bassin versant est stoppé car il est sur une emprise foncière qui pourrait être utilisée pour construire un nouveau bâtiment de stockage.

Le bassin d'orage du bassin versant "des 4 filles" n'a pas été construit.

Les bornes de commande des obturateurs ne mentionnent pas le numéro du point de rejet qu'ils peuvent obstruer, (mais la référence SATUJO). Il serait plus lisible d'indiquer également le numéro du point de rejet sur ces bornes de commande.

Sur cette zone il y a également un bâtiment "EJP" qui contenait des groupes électrogènes et une cuve de fioul enterrée (actuellement sablée) qui sera retirée.

L'exploitant n'a pas fourni les éléments relatifs à la cessation d'activité de cette installation (cuve de fioul).

9°) Point 8 (Eaux pluviales)

L'inspecteur a constaté la présence d'un obturateur Telestop. Ce dispositif figure sur le plan montré en salle.



Les plaques indiquent des numéros qui ne correspondent pas au numéro du point de rejet indiqué sur le plan.

L'exploitant procédera à la numérotation des points de rejets relativement à leur identification sur le plan, en remplacement ou en supplément des numéros existants.

11°) Points 2 (EU) et 9 (EP)

L'inspecteur a constaté sur site et sur le plan la présence d'un obturateur sur chaque réseau (pluvial et eaux usées).

Il y a aussi un déshuileur.

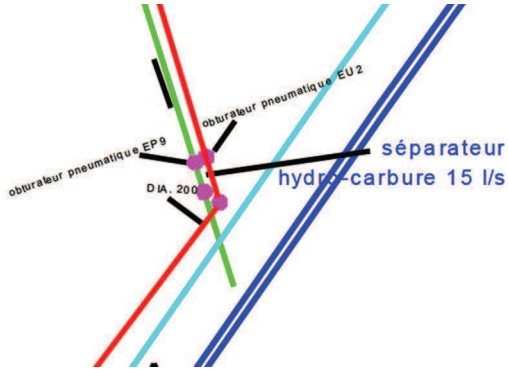

Les deux bouches d'égout qui correspondent au réseau eaux pluviales pourraient être peintes en bleu comme sur les autres bouches du site.

La bouche d'égout à proximité reliée au point n°2 est peinte en rouge, comme les autres bouches d'égout du réseau eaux usées de procédés.

En amont du point de rejet 9, une canalisation a été créée pour que les eaux se déversent dans le bassin d'Houdreville en cas de surcharge du réseau.

Cette canalisation figure sur le plan montré en séance.

Un des regards (EU) est encombré de feuillages.

	
Plan du secteur	Téléstop EU et EP



Canalisation Eaux pluviales



Regard EU encombré de feuillages.